



Le contrôle social des gens de mer (droit du travail, protection sociale, prévention des risques) : état des lieux de l'action des services sur le terrain (DDTM, DIRM CSN SSGM, DIRECCTE), sur les textes appliqués, les procédures mises en œuvre, les plans de contrôle, les actions de coordination, avec propositions d'amélioration et d'évolution

Résumé

Le droit social des gens de mer a connu depuis une dizaine d'années de profonds changements sous l'effet conjugué de l'internationalisation du droit du travail maritime (entrée en vigueur de la convention du travail maritime en 2010) et de la publication du code des transports, qui a notamment abrogé le code du travail maritime. Dans le même temps, la réforme de l'administration territoriale de l'État, a redistribué les compétences en matière de contrôle des gens de mer entre les services.

Dans ce contexte, de nouvelles modalités de coopération ont dû progressivement se mettre en place, en s'appuyant sur des textes et des procédures qui n'existaient pas précédemment et sur des thématiques elles-mêmes renouvelées (contrôle de l'État d'accueil, certification sociale, surveillance de l'économie collaborative dans le nautisme...).

Cette étude se propose de présenter successivement, les principales évolutions du contenu du contrôle social des gens de mer, l'organisation actuelle de ce contrôle entre les différents services qui en ont la charge et enfin un premier bilan des expériences mises en place, en mettant en avant ce qui fonctionne déjà et en proposant des pistes pour renforcer l'efficacité du dispositif. Ce bilan s'appuie sur un recensement des collaborations actuelles entre services de l'État au niveau central et au niveau déconcentré.

Abstract

Social control of seafarers (labor law, social protection, risk prevention): inventory of the action of the services in the field (DDTM, DIRM CSN SSGM, DIRECCTE), on the applied texts, the procedures implemented, the control plans, the coordination actions, with proposals for improvement and evolution

Over the last decade, the social law of seafarers has undergone profound changes due to the internationalization of maritime labor law. At the same time, the reform of the territorial government of the State, redistributed the skills in the control of seafarers.

In this context, new modalities of cooperation between authorities have gradually to be set up, based on procedures and that did not exist previously. The aim of this study is to make an

Mots clefs : gens de mer – droit social – contrôle – MLC 2006 – État d'accueil



assessment of these experiences, highlighting what already works and proposing ways to increase the efficiency of the seafarers' control system.